temenos

Everyone's Banking Platform

Annexe 2 à l'Invitation à la 24^{ème} Assemblée Générale Annuelle
des Actionnaires de TEMENOS AG (« la Société »)

**Informations sur les objets à l'ordre du jour liés à la révision
des statuts (objets 5.1, 5.2 et 6)**

OBJET 5 – RÉDUCTION DE CAPITAL**Objet 5.1****Article 3 - Capital-Actions****Texte actuel****III. CAPITAL-ACTIONS****Article 3**

Le capital-actions de la Société s'élève à CHF 375'855'420 et il est divisé en 75'171'084 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune. Le capital-actions est entièrement libéré.

Nouveau texte proposé**III. CAPITAL-ACTIONS****Article 3**

Le capital-actions de la Société s'élève à CHF ~~375'855'420~~ 359'535'735 et il est divisé en ~~75'171'084~~ 71'907'147 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune. Le capital-actions est entièrement libéré.

Objet 5.2**Article 3ter – Marge de fluctuation du capital****Texte actuel****Article 3ter****Marge de fluctuation du capital**

- (1) La Société dispose d'une marge de fluctuation du capital allant de CHF 351'664'080 (limite inférieure) à un maximum de CHF 400'046'760 (limite supérieure). Le Conseil d'administration peut, dans les limites définies de la marge de fluctuation, et ce jusqu'au 7 mai 2029 ou jusqu'à l'expiration anticipée de la marge de fluctuation, augmenter ou réduire le capital-actions une ou plusieurs fois, de quelque montant que ce soit, ou acquérir ou aliéner des actions directement ou indirectement. L'augmentation ou la réduction du capital peut se faire par l'émission d'actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune, qui doivent être intégralement libérées, respectivement l'annulation d'actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune.
- (2) En cas d'émission d'actions, la souscription et l'acquisition des nouvelles actions ainsi que tout transfert ultérieur des actions sont assujettis aux restrictions énoncées aux articles 6 et 7 des présents statuts.
- (3) En cas d'augmentation du capital-actions dans le cadre de la marge de fluctuation, le Conseil d'administration détermine, le cas échéant, le prix d'émission, la nature des apports (y compris la libération en espèces, les apports en nature, la compensation et la conversion de réserves ou de bénéfice reporté en capital-actions), le moment de l'émission, les conditions de l'exercice du droit de souscription préférentiel et le moment à partir duquel les actions donneront droit à des dividendes. À cet effet, le Conseil d'administration peut émettre des actions nouvelles par voie de prise ferme par une banque, un consortium bancaire ou un autre tiers et l'offre subséquente de ces actions aux actionnaires actuels ou à des tiers (si les droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels ont été supprimés ou qu'ils n'ont pas été valablement exercés). Le Conseil d'administration est en droit d'autoriser, de limiter ou d'exclure le négoce des droits de souscription préférentiels. Le Conseil d'administration peut laisser s'éteindre les droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été exercés valablement; il peut aussi aliéner ceux-ci, respectivement les actions pour lesquelles des droits de souscription ont été accordés mais n'ont pas été valablement exercés, ou auxquels il a été renoncé, aux conditions du marché ou les utiliser ou les attribuer autrement dans l'intérêt de la Société.

Nouveau texte proposé**Article 3ter****Marge de fluctuation du capital**

- (1) La Société dispose d'une marge de fluctuation du capital allant de CHF ~~351'664'080~~ 336'976'365 (limite inférieure) à un maximum de CHF ~~400'046'760~~ 382'095'105 (limite supérieure). Le Conseil d'administration peut, dans les limites définies de la marge de fluctuation, et ce jusqu'au ~~7 mai 2029~~ 13 mai 2030 ou jusqu'à l'expiration anticipée de la marge de fluctuation, augmenter ou réduire le capital-actions une ou plusieurs fois, de quelque montant que ce soit, ou acquérir ou aliéner des actions directement ou indirectement. L'augmentation ou la réduction du capital peut se faire par l'émission d'actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune, qui doivent être intégralement libérées, respectivement l'annulation d'actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 5 chacune.
- (2) En cas d'émission d'actions, la souscription et l'acquisition des nouvelles actions ainsi que tout transfert ultérieur des actions sont assujettis aux restrictions énoncées aux articles 6 et 7 des présents statuts.
- (3) En cas d'augmentation du capital-actions dans le cadre de la marge de fluctuation, le Conseil d'administration détermine, le cas échéant, le prix d'émission, la nature des apports (y compris la libération en espèces, les apports en nature, la compensation et la conversion de réserves ou de bénéfice reporté en capital-actions), le moment de l'émission, les conditions de l'exercice du droit de souscription préférentiel et le moment à partir duquel les actions donneront droit à des dividendes. À cet effet, le Conseil d'administration peut émettre des actions nouvelles par voie de prise ferme par une banque, un consortium bancaire ou un autre tiers et l'offre subséquente de ces actions aux actionnaires actuels ou à des tiers (si les droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels ont été supprimés ou qu'ils n'ont pas été valablement exercés). Le Conseil d'administration est en droit d'autoriser, de limiter ou d'exclure le négoce des droits de souscription préférentiels. Le Conseil d'administration peut laisser s'éteindre les droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été exercés valablement; il peut aussi aliéner ceux-ci, respectivement les actions pour lesquelles des droits de souscription ont été accordés mais n'ont pas été valablement exercés, ou auxquels il a été renoncé, aux conditions du marché ou les utiliser ou les attribuer autrement dans l'intérêt de la Société.

OBJET 5 – RÉDUCTION DE CAPITAL suite**Objet 5.2** suite**Article 3ter – Marge de fluctuation du capital** suite**Texte actuel***Article 3ter* suite*Marge de fluctuation du capital* suite

- (4) En cas d'émission d'actions, le Conseil d'administration peut exclure ou limiter les droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels et les attribuer à des tiers, à la Société ou à une des sociétés du groupe :
- si le prix d'émission des nouvelles actions est déterminé en fonction du prix du marché; ou
 - pour lever des fonds propres de manière rapide et flexible, ce qui ne serait pas possible ou possible qu'avec difficulté ou à des conditions nettement plus défavorables sans l'exclusion des droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels; ou
 - pour l'acquisition de sociétés, de parties de sociétés ou de participations, pour l'acquisition de produits, de propriétés intellectuelles, ou licences par ou pour des projets d'investissement de la Société ou de l'une des sociétés du groupe, ou pour le financement ou le refinancement de telles transactions par le placement d'actions; ou
 - pour élargir le cercle des actionnaires de la Société dans certains marchés financiers ou d'investisseurs, pour permettre la participation de partenaires stratégiques y compris d'investisseurs financiers, ou en relation avec la cotation de nouvelles actions sur des bourses suisses ou étrangères.
- (5) En cas de modification de valeur nominale, les nouvelles actions émises dans le cadre de la marge de fluctuation du capital doivent être émises avec la même valeur nominale que les actions nominatives existantes; cela vaut également pour l'émission de droits ou d'obligations d'acquérir de nouvelles actions sur la base de l'article 3quater des présents statuts.
- (6) Le Conseil d'administration peut, dans le cadre de la marge de fluctuation du capital, procéder à une augmentation à partir du capital conditionnel conformément à l'article 3quater des présents statuts.
- (7) En cas de réduction du capital-actions dans le cadre de la marge de fluctuation, le Conseil d'administration détermine, si nécessaire, l'affectation du montant de la réduction. Le Conseil d'administration peut également utiliser le montant de la réduction pour éliminer partiellement ou totalement un bilan déficitaire au sens de l'article 653p CO ou réduire le capital-actions et l'augmenter simultanément au moins jusqu'au montant précédent au sens de l'article 653q CO.

Nouveau texte proposé*Article 3ter* suite*Marge de fluctuation du capital* suite

- (4) En cas d'émission d'actions, le Conseil d'administration peut exclure ou limiter les droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels et les attribuer à des tiers, à la Société ou à une des sociétés du groupe :
- si le prix d'émission des nouvelles actions est déterminé en fonction du prix du marché; ou
 - pour lever des fonds propres de manière rapide et flexible, ce qui ne serait pas possible ou possible qu'avec difficulté ou à des conditions nettement plus défavorables sans l'exclusion des droits de souscription préférentiels des actionnaires actuels; ou
 - pour l'acquisition de sociétés, de parties de sociétés ou de participations, pour l'acquisition de produits, de propriétés intellectuelles, ou licences par ou pour des projets d'investissement de la Société ou de l'une des sociétés du groupe, ou pour le financement ou le refinancement de telles transactions par le placement d'actions; ou
 - pour élargir le cercle des actionnaires de la Société dans certains marchés financiers ou d'investisseurs, pour permettre la participation de partenaires stratégiques y compris d'investisseurs financiers, ou en relation avec la cotation de nouvelles actions sur des bourses suisses ou étrangères.
- (5) En cas de modification de valeur nominale, les nouvelles actions émises dans le cadre de la marge de fluctuation du capital doivent être émises avec la même valeur nominale que les actions nominatives existantes; cela vaut également pour l'émission de droits ou d'obligations d'acquérir de nouvelles actions sur la base de l'article 3quater des présents statuts.
- (6) Le Conseil d'administration peut, dans le cadre de la marge de fluctuation du capital, procéder à une augmentation à partir du capital conditionnel conformément à l'article 3quater des présents statuts.
- (7) En cas de réduction du capital-actions dans le cadre de la marge de fluctuation, le Conseil d'administration détermine, si nécessaire, l'affectation du montant de la réduction. Le Conseil d'administration peut également utiliser le montant de la réduction pour éliminer partiellement ou totalement un bilan déficitaire au sens de l'article 653p CO ou réduire le capital-actions et l'augmenter simultanément au moins jusqu'au montant précédent au sens de l'article 653q CO.

OBJET 6 – AUTRES CHANGEMENTS DES STATUTS

Objet 6**Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications**

Texte actuel	Nouveau texte proposé
<p>Article 4 <i>Conversion des actions</i></p> <p>Par décision de l'Assemblée générale, et conformément aux dispositions de l'article 704, alinéa 1 du CO, les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur.</p>	<p>Article 4 <i>(Supprimé)</i> <i>Conversion des actions</i></p> <p>Par décision de l'Assemblée générale, et conformément aux dispositions de l'article 704, alinéa 1 du CO, les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur.</p>
<p>Article 5 <i>Matérialisation des actions</i></p> <p>La Société est, de manière permanente, déchargée de l'obligation d'imprimer des titres (actions ou certificats) et de les remettre aux actionnaires, et les actionnaires ne sont pas en droit d'exiger de la Société que celle-ci imprime ou délivre des titres (actions ou certificats).</p> <p>Le Conseil d'administration peut, dans le cadre d'un règlement, fixer les détails et directives d'exécution, y compris celles concernant la coopération entre la Société et la banque qui gèrerait des actions non matérialisées pour le compte d'actionnaires.</p> <p>Les actions de la Société non matérialisées ainsi que les droits résultant d'actions non matérialisées ne peuvent être transférés que par cession ; pour être valable, une telle cession doit être communiquée à la Société. Alternativement, la cession d'actions non matérialisées et des droits qui en résultent peut également s'effectuer en collaboration avec la banque qui gère les actions non matérialisées pour le compte de l'actionnaire.</p>	<p>Article 5 <i>Matérialisation des actions</i></p> <p>La Société est, de manière permanente, déchargée de l'obligation d'imprimer des titres (actions ou certificats) et de les remettre aux actionnaires, et les actionnaires ne sont pas en droit d'exiger de la Société que celle-ci imprime ou délivre des titres (actions ou certificats). <u>Les actionnaires peuvent, en tout temps, demander à la Société de leur délivrer sans frais un document attestant de la propriété de leurs actions nominatives.</u></p> <p>Le Conseil d'administration peut, dans le cadre d'un règlement, fixer les détails et directives d'exécution, y compris celles concernant la coopération entre la Société et la banque qui gèrerait des actions non matérialisées pour le compte d'actionnaires.</p> <p>Les actions de la Société non matérialisées ainsi que les droits résultant d'actions non matérialisées ne peuvent être transférés que par cession ; pour être valable, une telle cession doit être communiquée à la Société. Alternativement, la cession d'actions non matérialisées et des droits qui en résultent peut également s'effectuer en collaboration avec la banque qui gère les actions non matérialisées pour le compte de l'actionnaire.</p>
<p>Article 6 <i>Registre des actions</i></p> <p>Seules les personnes inscrites au registre des actions, soit en qualité d'actionnaire ou en qualité d'usufruitier, peuvent exercer le droit de vote lié aux actions de la Société ou les autres droits liés au droit de vote.</p> <p>Toute inscription d'un acquéreur d'actions est soumise à l'approbation du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut refuser son approbation si l'acquéreur ne déclare pas expressément, sur demande, qu'il acquiert et détient les actions en son nom propre et pour son propre compte, ou si l'acquéreur donne des informations inexactes sur le formulaire d'inscription.</p>	<p>Article 6 <i>Registre des actions</i></p> <p>Seules les personnes inscrites au registre des actions, soit en qualité d'actionnaire ou en qualité d'usufruitier, peuvent exercer le droit de vote lié aux actions de la Société ou les autres droits liés au droit de vote.</p> <p>Toute inscription d'un acquéreur d'actions est soumise à l'approbation du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut refuser son approbation si l'acquéreur ne déclare pas expressément, sur demande, qu'il acquiert et détient les actions en son nom propre et pour son propre compte, <u>qu'aucun contrat sur la reprise ou la restitution desdites actions n'a été conclu et qu'il supporte le risque économique lié aux actions,</u> ou si l'acquéreur donne des informations inexactes sur le formulaire d'inscription.</p>

OBJET 6 – AUTRES CHANGEMENTS DES STATUTS suite**Objet 6** suite

Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications suite

Texte actuel	Nouveau texte proposé
<p>A. L'ASSEMBLEE GENERALE Article 9 <i>Pouvoirs</i> L'Assemblée générale est l'organe suprême de la Société et possède les droits inaliénables suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> d'adopter et de modifier les statuts (sous réserve des articles 651a ss CO); de nommer et révoquer les membres du Conseil d'administration, le président du Conseil d'administration, les membres du Comité de rémunération, l'organe de révision ainsi que le représentant indépendant; d'approuver le rapport annuel et les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende ; d'approuver la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la direction au sens de l'article 25 des statuts; de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et de la direction; de prendre toutes les décisions qui sont réservées à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts ou qui lui sont soumises par le Conseil d'administration sous réserve de l'article 716a CO. 	<p>A. L'ASSEMBLEE GENERALE Article 9 <i>Pouvoirs</i> L'Assemblée générale est l'organe suprême de la Société et possède les droits inaliénables suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> d'adopter et de modifier les statuts (sous réserve des articles 651a ss <u>de l'article 652g</u> CO); de nommer et révoquer les membres du Conseil d'administration, le président du Conseil d'administration, les membres du Comité de rémunération, l'organe de révision ainsi que le représentant indépendant; d'approuver le rapport annuel et les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende ; <u>de fixer le dividende intermédiaire et d'approuver les comptes intermédiaires nécessaires à cet effet;</u> 4. d'approuver la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la direction au sens de l'article-25 des statuts; <u>de décider du remboursement de la réserve légale issue du capital;</u> 7.5. de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et de la direction; <u>de procéder à la décotation des titres de participation de la Société;</u> <u>d'approuver le rapport sur les questions non-financières selon l'article 964c CO (le cas échéant); et</u> 10.6. de prendre toutes les décisions qui sont réservées à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts ou qui lui sont soumises par le Conseil d'administration sous réserve de l'article 716a CO.
<p>Article 10 <i>Assemblées générales ordinaires et extraordinaires</i> L'Assemblée ordinaire se réunit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. Des Assemblées extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire, en particulier dans les cas prévus par la loi. Le Conseil d'administration est tenu de convoquer une Assemblée extraordinaire lorsque des actionnaires représentant ensemble au moins dix pour cent (10%) du capital-actions requièrent, par écrit, sa convocation, en indiquant les objets de discussion et les propositions.</p>	<p>Article 10 <i>Assemblées générales ordinaires et extraordinaires</i> L'Assemblée ordinaire se réunit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. Des Assemblées extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire, en particulier dans les cas prévus par la loi. Le Conseil d'administration est tenu de convoquer une Assemblée extraordinaire lorsque des actionnaires représentant ensemble au moins dix <u>dix cinq</u> pour cent (10 <u>5</u> %) du capital-actions <u>ou des voix</u> requièrent, par écrit, sa convocation, en indiquant les objets de discussion et les propositions <u>correspondantes et, en cas d'élections, le nom des candidats proposés.</u></p>

Objet 6 suite**Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications** suite**Texte actuel****Article 11****Convocation, invitations et ordre du jour**

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration et, au besoin, par l'organe de révision. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.

Les Assemblées générales sont convoquées par une publication de l'invitation dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce vingt jours au moins avant la date de sa réunion. Sont mentionnés dans la convocation de l'Assemblée générale les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

Les actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale d'un million de francs suisses peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour, pour autant qu'ils le fassent 45 jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée générale et en indiquant la proposition y relative.

Sous réserve des dispositions relatives à l'Assemblée universelle, aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions déposées par un actionnaire dans le but de convoquer une Assemblée générale extraordinaire, d'instituer un contrôle spécial ou d'élire un organe de révision.

Par contre, il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance des propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Les avis de convocation à l'Assemblée générale ordinaire doivent informer les actionnaires que le rapport de gestion, le rapport de rémunération de même que les rapports de l'organe de révision sont mis à la disposition des actionnaires, au siège de la Société, vingt jours au plus tard avant l'Assemblée générale.

Nouveau texte proposé**Article 11****Convocation, invitations et ordre du jour**

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration et, au besoin, par l'organe de révision. Les liquidateurs et les représentants de détenteurs d'obligations ont également le droit de la convoquer.

Les Assemblées générales sont convoquées par une ~~publication de l'invitation dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce~~ annonce unique selon l'article 33 des présents statuts, vingt 20 ~~jours~~ calendaires au moins avant la date de sa réunion. ~~Sont mentionnés dans la convocation de l'Assemblée générale les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.~~

Les ~~Des~~ actionnaires qui représentent des actions totalisant le montant le moins élevé entre une valeur nominale d'un million de francs suisses et 0.5% du capital-actions ou des voix, peuvent requérir l'inscription d'un objet ou d'une proposition concernant un objet à l'ordre du jour, ~~pour autant qu'ils le fassent~~ Une telle demande doit parvenir par écrit à la Société 45 jours calendaires au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée générale ~~et en indiquant la proposition y relative~~, avec indication des objets à l'ordre du jour et de la ou des propositions.

Sous réserve des dispositions relatives à l'Assemblée universelle, aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions déposées par un actionnaire dans le but de convoquer une Assemblée générale extraordinaire, d'instituer un contrôle examen spécial ou d'élire un organe de révision.

Par contre, il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance des propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Les avis de convocation à l'Assemblée générale ordinaire doivent informer les actionnaires que le rapport de gestion, le rapport de rémunération ~~de même que~~, les rapports de l'organe de révision de même que le rapport sur les questions non-financières selon l'article 964c CO (le cas échéant) sont mis à la disposition des actionnaires, ~~au siège de la Société~~, vingt 20 ~~jours~~ calendaires au plus tard avant l'Assemblée générale. Une référence à ces documents est incluse dans l'invitation à l'Assemblée générale publiée, y compris une référence au droit des actionnaires de se faire envoyer ces documents sur demande, si les documents ne sont pas disponibles par voie électronique.

OBJET 6 – AUTRES CHANGEMENTS DES STATUTS suite**Objet 6** suite

Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications suite

Texte actuel**Article 12***Présidence de l'Assemblée et procès-verbal*

L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président ou par un autre membre désigné par le Conseil d'administration à cet effet.

Le Conseil d'administration désigne le secrétaire et les scrutateurs, lesquels ne sont pas nécessairement des actionnaires. Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de l'Assemblée.

Le président possède toutes les attributions de direction qui sont nécessaires au bon déroulement de l'Assemblée générale dans les règles, et sans aucun incident.

Nouveau texte proposé**Article 12***Présidence de l'Assemblée et procès-verbal*

L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président ou par un autre membre désigné par le Conseil d'administration à cet effet. Si aucun membre du Conseil d'administration n'est disponible et aucune personne n'a été désignée par le Conseil d'administration, l'Assemblée générale élit son président.

Le Conseil d'administration désigne le secrétaire et les scrutateurs, lesquels ne sont pas nécessairement des actionnaires. Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de l'Assemblée.

Le président possède toutes les attributions de direction qui sont nécessaires au bon déroulement de l'Assemblée générale dans les règles, et sans aucun incident.

Les décisions et les résultats des élections, avec indication exacte de la répartition des voix, doivent être rendus accessibles par voie électronique dans les 15 jours calendaires qui suivent l'Assemblée générale; chaque actionnaire peut exiger que le procès-verbal soit mis à sa disposition dans les 30 jours calendaires qui suivent l'Assemblée générale.

Objet 6 suite**Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications** suite**Texte actuel****Article 15****Décisions et élections**

L'Assemblée générale rend ses décisions et procède aux élections à la majorité relative des voix émises, à l'exclusion des abstentions, des bulletins blancs et des votes nuls, dès lors qu'aucune stipulation contraire n'est prévue par les présents statuts ou les dispositions légales impératives. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les propositions et candidatures aux élections sont mises aux voix par scrutin découvert, sauf si le président ordonne un scrutin ou une élection par écrit ou si l'Assemblée générale en décide ainsi à la demande d'actionnaires représentant au moins deux pour cent (2%) des voix présentes. Si le scrutin ne donne pas un résultat clair, le président peut ordonner un nouveau scrutin ou de nouvelles élections suivant le même ou un autre type de scrutin. Seuls les résultats obtenus lors de ce second scrutin sont pris en compte.

Nouveau texte proposé**Article 15****Décisions et élections**

L'Assemblée générale rend ses décisions et procède aux élections à la majorité relative des voix émises, à l'exclusion des abstentions, des bulletins blancs et des votes nuls, dès lors qu'aucune stipulation contraire n'est prévue par les présents statuts ou les dispositions légales impératives. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Une décision de l'Assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité des valeurs nominales représentées est nécessaire, en particulier pour :

1. la modification du but social de la Société;
2. la réunion d'actions;
3. l'augmentation de capital au moyen de fonds propres, contre apport en nature ou par compensation de créance, ainsi que l'octroi d'avantages particuliers;
4. la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel;
5. la création d'un capital conditionnel ou l'institution d'une marge de fluctuation du capital;
6. la restriction de la transmissibilité des actions nominatives ainsi que la suppression d'une telle restriction;
7. l'introduction d'actions à droit de vote privilégié;
8. le changement de la monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé;
9. l'introduction de la voix prépondérante du président à l'Assemblée générale;
10. l'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'assemblée générale à l'étranger;
11. la décotation des titres de participation de la Société;
12. le transfert du siège de la Société;
13. l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts; et
14. la dissolution de la Société.

Les propositions et candidatures aux élections sont mises aux voix par scrutin découvert, sauf si le président ordonne un scrutin ou une élection par écrit ou si l'Assemblée générale en décide ainsi à la demande d'actionnaires représentant au moins deux pour cent (2%) des voix présentes. Si le scrutin ne donne pas un résultat clair, le président peut ordonner un nouveau scrutin ou de nouvelles élections suivant le même ou un autre type de scrutin. Seuls les résultats obtenus lors de ce second scrutin sont pris en compte.

OBJET 6 – AUTRES CHANGEMENTS DES STATUTS suite**Objet 6** suite

Articles 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 15 et 33 – Actions, Registre des actions, Droits des actionnaires, Assemblée générale des actionnaires et, Communications et publications suite

Texte actuel

Article 33

Communications et publications

L'organe de publication de la Société est la Feuille Officielle Suisse du Commerce. Toutes les publications et communications de la Société sont valablement faites par une publication unique dans la Feuille Officielle Suisse du commerce, sauf stipulation contraire prévue par la loi.

Les communications écrites destinées aux actionnaires peuvent être transmises par lettre simple à l'adresse figurant dans le registre des actions.

Nouveau texte proposé

Article 33

Communications et publications

L'organe de publication de la Société est la Feuille Officielle Suisse du Commerce. ~~Toutes les publications et communications de la Société sont valablement faites par une publication unique dans la Feuille Officielle Suisse du commerce, sauf stipulation contraire prévue par la loi.~~

Le Conseil d'administration peut désigner d'autres organes de publication dans certains cas particuliers.

Les communications ~~écrites destinées~~ aux actionnaires peuvent, au choix du Conseil d'administration, être transmises valablement effectuées par lettre simple à l'adresse publication dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce ou sous une forme permettant d'en établir la preuve par texte, aux coordonnées les plus récentes de l'actionnaire ou du destinataire autorisé figurant dans le registre des actions.

Temenos Headquarters SA

Esplanade de Pont-Rouge 9C

1212 Grand-Lancy

Switzerland

Tel: + 41 22 708 11 50

www.temenos.com

TEMENOS HEADQUARTERS SA – all rights reserved. 2025[®]

Warning: This document is protected by copyright law and international treaties. Unauthorized reproduction of this document, or any portion of it, may result in civil and criminal penalties, and will be prosecuted to the maximum extent possible under law.

TEMENOS, TEMENOS T24, TEMENOS INFINITY and TEMENOS TRANSACT are registered trademarks and are trademarks of the Temenos Group. For further details on the registered Temenos Group trademarks – please refer to the website www.temenos.com.